

Déclaration de la Cgt : Paradise papers

« **C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches** ».

Depuis quelques jours, les révélations des « **Paradise Papers** » sur l'optimisation fiscale des multinationales et des grandes fortunes font scandale.

Des chiffres faramineux commencent à être avancés aux minimum 20 milliards d' € chaque année échapperaient à la solidarité nationale de notre pays.

Le gouvernement qui est au service des puissances financières, surfe sur le dumping fiscal mondial, au lieu de centrer son intervention sur la satisfaction des besoins sociaux.

Il facilite comme beaucoup d'autres la déréglementation et la mise en concurrence des salariés et des systèmes sociaux.

Cette même logique se traduit dans les entreprises par plus de pression sur les salariés et sur les capacités de production, par des fermetures des sites, des délocalisations, des attaques sur le droit du travail pour augmenter les profits.

Afin de réduire ou de ne pas payer l'impôt sur leurs profits, les entreprises font du lobbying auprès des Etats et ceux-ci mettent en place des dispositifs qui leurs permettent d'échapper à l'impôt soi-disant en toute légalité.

Pis encore, ces entreprises profitent souvent de multiples aides et exonérations fiscales et sociales.

Ce qui risque de se traduire d'ailleurs une nouvelle fois par un record en 2018 concernant le crédit d'impôt et divers dégrèvements accordés par l'état aux entreprises pouvant atteindre 172 milliards d'€.

Ces privilèges généreusement distribués aux fameux premiers de cordée, souvent les mêmes qui optimisent le rendement de leurs dividendes dans des paradis fiscaux, ont un cout en constante augmentation, une efficacité sur la création d'emploi totalement nulle, une traçabilité déficiente, et des contrôles inexistant

Nous le constatons encore une nouvelle fois, la richesse des plus riches ne sert pas à relancer l'économie, ni l'investissement, encore moins à moderniser nos services publics pour répondre aux besoins des populations ou améliorer l'existence des plus modestes.

Il faut tirer la leçon de cette réalité indéniable. L'Etat doit prendre toute sa responsabilité pour mettre fin à cette situation scandaleuse et revenir sur certaines décisions comme celles prises sur l'ISF qui relèvent de l'indécence.

Il est grand temps, qu'on demande des comptes aux entreprises, aux actionnaires, ou grands patrons qui ont profité de quelques aides que ce soient et pris dans les filets.

Il faut leur demander de rembourser les aides accordées, que des pénalités soient imposées comme tout citoyen qui aurait enfreint la loi, et que l'on renforce les services de l'état pour se donner les moyens de contrôler efficacement.

Au lieu d'orienter encore plus le système fiscal et social vers la satisfaction des détenteurs de capitaux, l'Etat doit opérer une véritable réforme fiscale pour plus de justice sociale et plus d'efficacité économique.

Le scandale des « **Paradise Papers** » confirme le bienfondé des mobilisations contre les ordonnances Macron comme les autres mesures antisociales car elles relèvent de la même logique qui est celle des paradis fiscaux.

Montreuil, le 7 novembre 2017